

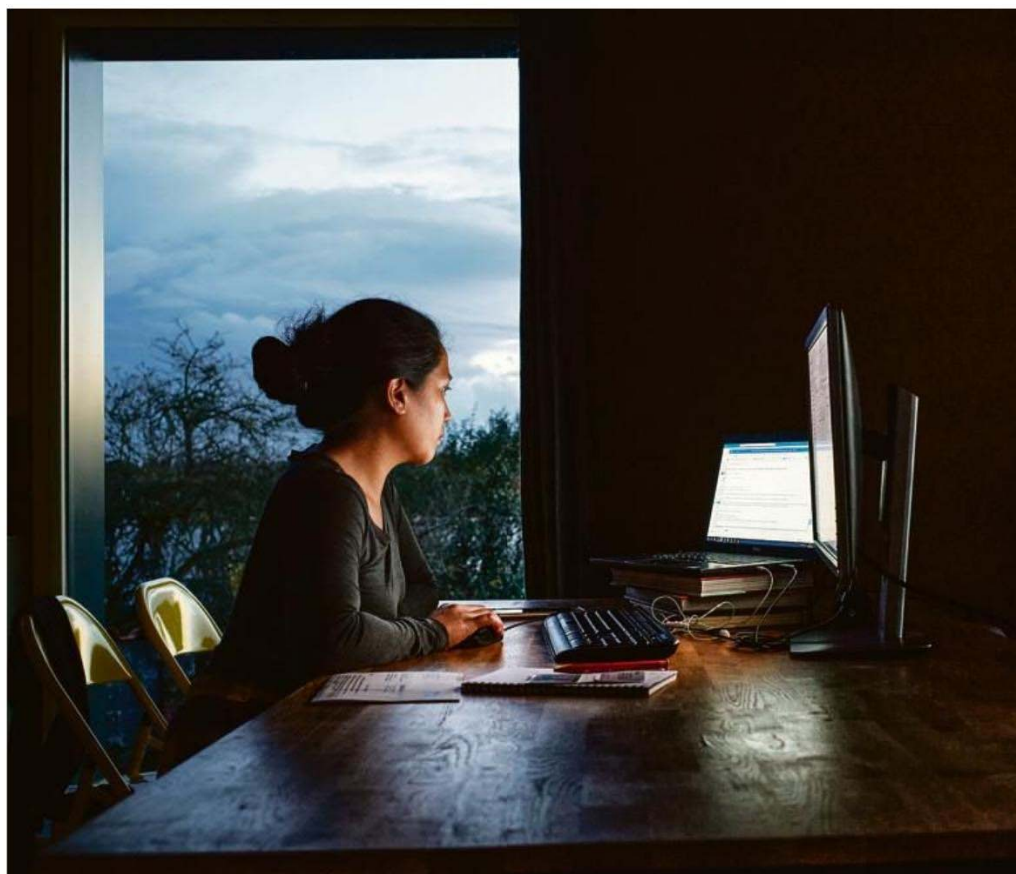
ÉDITORIALPar
PAUL QUINIO**Équilibres**

Ce n'est pas un raz-de-marée, peut-être pas encore une lame de fond, mais à coup sûr une tendance. Si les chiffres officiels manquent encore de solidité, de nombreux signaux attestent que la France connaît bien, dix-huit mois après le premier confinement, un début d'exode d'urbain.

Il concerne principalement des Franciliens attirés par des villes moyennes ou des territoires ruraux facilement accessibles et dotés d'infrastructures, notamment numériques, adaptées à la révolution en cours du télétravail. Remontées d'agences immobilières dont les stocks de biens à vendre ont fondu, campagnes de communication dans le métro parisien de collectivités locales désireuses de «vendre» leurs charmes et atouts, offres numériques d'aide à la délocalisation loin de Paris, enquêtes journalistiques (comme celle de *Libération* aujourd'hui dans la Nièvre) ne laissent pas de place au doute : le Covid et ses confinements ont convaincu de nombreux hyper-urbains qu'une autre vie était possible. Moins speed. Plus aérée. Moins métro-boulot-dodo.

La géographie de ces mouvements reste à étudier, mais le littoral, quand il est bien desservi par les transports (autoroutes ou TGV) semble tirer davantage son épingle du jeu. Dans quelle mesure le phénomène va-t-il redessiner certains équilibres de la carte de France ? Trop tôt pour le dire. Mais certains déserts français se prennent à rêver de rouvrir des classes, d'accueillir à nouveau un médecin, de retrouver un peu de dynamisme économique.

La sociologie de cette population est en revanche plus évidente à appréhender : il s'agit essentiellement de ménages issus des classes supérieures favorisées, voire de classes moyennes supérieures qui profitent de leur pouvoir d'achat et de leur possibilité de télétravailler facilement pour franchir le pas. L'urbaniste que nous avons interrogé pointe d'ailleurs le risque de nouvelles inégalités derrière un mouvement dont les salariés de deuxième ligne «assignés à résidence» (caissières, éboueurs...) seront exclus. Cette dynamique, dans ses aspects positifs ou inquiétants, raconte en creux un réaménagement – même partiel – du territoire, de nouveaux équilibres entre vie professionnelle et vie personnelle ou le souci de l'environnement dans les choix individuels de vie. Elle devrait davantage nourrir la campagne présidentielle que les obsessions identitaires très rances qui monopolisent le débat politique. ♦



Selon l'Ifop, un tiers des actifs des villes de plus de 100 000 habitants envisagent de déménager. PHOTO MATHIEU THOMASSET, HANS LUCAS

Télétravail

La belle ville

Les confinements et l'extension du travail à distance ont renforcé l'aspiration des classes moyennes et supérieures à quitter les grandes métropoles pour privilégier les communes plus petites. En résulte une hausse des prix de l'immobilier, source de nouvelles inégalités territoriales.

Boulot partout, bureau nulle part

Peu de phénomènes ont causé des ruptures aussi rapide et profondes que la progression du travail à distance en raison du Covid. De quoi causer des maux de tête pour les RH des sociétés, mais aussi ouvrir de nouvelles perspectives.

Tous les lundis, Julien prend le premier train à 6h30 en gare de Valence, direction Paris. Il y reste jusqu'au lendemain, passe la nuit dans la famille ou chez des copains. «Je suis un pur Parisien mais ça faisait longtemps que je ressentais l'appel de la campagne», raconte cet employé d'Orange qui a déménagé à l'été 2018 à Saint-Péray, commune ardéchoise de 7 500 habitants, pour suivre sa femme qui avait une opportunité dans la région. «Valence, ce n'est pas Paris. Au niveau culturel, c'est pauvre. Mais pour le petit, c'est le paradis. À l'école, ils ont de la place, ils élèvent des poules, c'est fabuleux», résume le quadra. Pour lui, «le Covid n'a rien changé». Mais dans son entreprise, «de plus en plus de gens ont demandé à faire du télétravail. Au siège, on est passé en flex office».

Atout. Chez Orange, si la directrice «télétravail et nomadisme» de l'opérateur de télécoms, Martine Bordonné, rappelle à Libération que la société avait déjà une «longue expérience» avec un premier accord signé en 2009, la crise sanitaire a augmenté le volume de télétravail. En 2019, ils étaient 17 000 salariés à le pratiquer régulièrement. Ils sont désormais 31 000 sur 74 000. Le chiffre devrait dépasser les 35 000 à la fin de l'année. Les salariés peuvent réaliser jusqu'à douze jours de télétravail mensuels, avec deux jours à minima de présence sur site par semaine pour «préservé le collectif». Suffisant pour envisager un déménagement loin de son lieu de travail ? «Le télétravail longue distance est un nouveau sujet qui émerge depuis le Covid», note Martine Bordonné. S'il reste pour l'heure encore «minoritaire», le sujet «interroge la fonction RH».

Sur le site Légifrance, qui recense notamment les accords d'entreprises, 3 400 nouveaux accords comprenant le mot-clé «télétravail» ont été publiés depuis un an. Auparavant, le site n'en comptait que 2 750. Au menu : deux, trois, voire cinq jours sur cinq, comme c'est le cas pour certains postes chez Microsoft ou Boursorama. La banque en ligne a poussé le curseur loin en signant en novembre un accord prévoyant deux jours de présentiel par mois (pour des formations, de la communication...) avec prise en charge des frais de déplacement, pour la moitié des «fonctions de production», soit 50 % des 820 salariés (les autres pouvant bénéficier de deux jours de télétravail par semaine). Cette formule de travail à distance très élargie concerne «des salariés qui ont des tâches pilotables, qui vivaient le plus loin de leur travail, avec en moyenne des salaires plus faibles», résume Aurélie Caspar, directrice générale adjointe de Boursorama. La quasi-totalité des intéressés a signé l'avenant au contrat proposé. Depuis, des recrutements de chargés de clientèle résidant à Bordeaux, Lille ou encore Strasbourg ont eu lieu. Les enquêtes sur le sujet pullulent. Selon une étude du cabinet de recrutement Michael Page réalisée en mars avec l'Ifo, 37 % des responsables RH indiquent que le télétravail est aujourd'hui le mode de travail principal de la majorité de leurs collaborateurs. C'est 14 points de plus depuis le début de la crise. Et deux entreprises sur trois se disent prêtes à le faciliter pour ceux qui souhaitent vivre dans une autre région. Une autre enquête du cabinet Robert Walters confirme la tendance : «Alors que 15 % des professionnels en France ont déjà déménagé à la campagne, ils sont désormais 47 % à envisager, grâce au télétravail, le phénomène de la migration professionnelle est en croissance.»

Face à la pénurie de main-d'œuvre dans certains secteurs, le télétravail devient aussi un atout. «Le nomadisme pourrait être une réponse intéressante à la guerre des talents et permettrait aux entrepri-

ses de s'ouvrir à des profils beaucoup plus variés», analyse Coralie Rachet, chez Robert Walters France. L'élargissement du vivier d'emploi «n'était pas l'unique ressort, mais on savait que ça nous ouvrirait d'autres bassins d'emploi», note la responsable de Boursorama. «Comme peut l'être un plan de carrière ou de l'intéressement, le télétravail est désormais un sujet d'attraction ou de rétention. Les entreprises qui ne le proposeraient pas s'exposent à un risque, car pour nombre de candidats, c'est maintenant la norme», abonde Antoine Lecoq, directeur général de PageGroup (Michael Page).

Délicatement. Sur les sites de l'Apec et de Pôle Emploi, on trouve des postes de comptables, responsables marketing ou développeurs précisant les modalités de télétravail, parfois à 100 %. A Marly (Nord), c'est cette formule qu'a retenue le spécialiste des fournitures aux entreprises Lyreco pour répondre à une difficulté de recrutement sur des postes de conseillers commerciaux avec horaires atypiques. Une «expérimentation» qui a débouché sur une vingtaine d'embauches. «La plupart de ces salariés qui travaillent en 100 % distanciel sont dans le bassin de vie, car le projet a été mené par l'agence locale de Pôle Emploi, mais la proximité géographique n'était pas un critère», explique Ingrid Gaumeton, la DRH du groupe. Côté syndicats, le phénomène interroge autant qu'il inquiète. Ils pointent le risque de délestage du collectif de travail. «Il ne faudrait pas que cela s'accompagne d'une délocalisation de l'emploi qualifié ou d'un chantage sur les salaires», alerte Sophie Binet de l'Ugict (CGT cadres) pour qui le phénomène est aussi «révélateur d'un problème de concentration de l'emploi qualifié dans les grandes villes». CGT comme CFDT s'accorde pour préconiser un télétravail à temps partiel. Et Catherine Pinchaut, en charge du dossier télétravail à la CFDT, de s'interroger : «Est-ce que, à terme, on ne va pas vers une ubérisation, une externalisation du travail ?»

AMANDINE CAILHOL

Par MARGARET OHENEBA et EVE SZEFTTEL

Valises sous le bras, ils avaient quitté par milliers Paris, Toulouse ou Lyon durant les confinements de 2020. Le but, fuir le huis clos des espaces parfois exigus imposé par la crise sanitaire, et se réfugier à la campagne pour faire du télétravail ou assister aux cours à distance. Un an après, que reste-t-il des envies d'ailleurs des citadins ? Après l'exode rural de l'après-guerre qui a vidé les villages, assiste-t-on au mouvement inverse, un exode urbain ?

Selon un sondage Ifop réalisé en juillet, près d'un tiers des actifs des villes de plus de 100 000 habitants interrogés envisagent de déménager, «encouragés par le développement du télétravail et l'essor des nouvelles organisations du travail», note l'enquête. Ce taux atteint même 44 % chez les actifs de moins de 35 ans. Des chiffres rattrapés avec ceux de l'Institut Paris Région : 36 % des Franciliens interrogés cet été se disaient prêts à déménager. Même si «on est loin des cohortes de citadins qui fuient les villes», comme l'a affirmé Frédéric Violeau, prési-

dent de l'Institut notarial de droit immobilier, lors d'une table ronde organisée fin août au ministère du Logement, il s'agit tout de même, selon lui, d'une «tendance notable» : 26,7 % des personnes qui ont déménagé au second semestre 2020 ont changé de département, contre 23,5 % sur la même période un an plus tôt. Sur la même ligne, l'économiste et urbaniste Pierre Veltz anticipe auprès de Libé «le développement de la multirésidence pour ceux qui en ont les moyens, et sans doute un regain d'intérêt pour les villes moyennes bien desservies. Mais les grandes villes ne vont pas disparaître» (lire page 6). Pour une raison simple, «dans la plupart des ménages, il faut trouver deux jobs», ce qui est logiquement plus difficile en dehors des métropoles.

«Mobilité aisée»

A défaut de bouleverser la carte de France, la crise sanitaire semble profiter aux villes moyennes, «dans une logique de desserrement métropolitain», affirme à Libé Aurélie Delage, enseignante-chercheuse en aménagement et urbanisme à l'université de Perpignan. Selon l'Ifo, 87 % des Français préfèrent vivre dans un chef-lieu de moins de

«L'image la plus médiatisée est celle du couple de cadres sup avec enfant qui part télétravailler en périphérie.»

Aurélien Delage urbaniste

100 000 habitants plutôt que dans une capitale régionale, en progression de 3 points par rapport à 2020. Vierzon ou Vendôme en Centre-Val de Loire, Mézès près de Montpellier ou Cestas près de Bordeaux : des villes de quelques dizaines de milliers d'habitants, plébiscitées en raison de leur proximité avec «les services et les commerces», «la nature» et d'une «mobilité aisée». Dans son dernier livre, la France sous nos yeux, le politologue Jérôme Fourquet a mesuré la «désirabilité» des villes et villages à partir du nombre de vues de leur page Wikipédia. Le résultat : une carte de l'Hexagone contrastée, entre d'un côté «la France qui brille, qui est «instrag-

nable», celle où on est allés se confier» et qui comprend notamment «les métropoles, les zones touristiques, les littoraux», et de l'autre la «France de l'ombre, avec les anciens bassins industriels, ces zones périphériques où l'on implante des lotissements et des entrepôts». Pour établir le portrait-robot des partants, l'Agence interministérielle Plan Urbanisme Construction Architecture (Puca) et le groupe de réflexion Réseau rural français ont demandé depuis février à des chercheurs d'analyser les récents flux de population. «L'image la plus médiatisée est celle du couple de cadres sup avec enfant qui part télétravailler en périphérie d'une métropole et fait des navettes deux jours par semaine ou par mois pour travailler au siège», note l'enseignante-chercheuse Aurélie Delage, qui participe à cette étude.

«Chaises musicales»

A ces cadres et employés de bureau qui peuvent se permettre de travailler à distance et en profitent pour quitter les grandes villes, s'ajoutent «les néoruraux, souvent diplômés, en reconversion professionnelle». Arrivés à un point «où ils refusent leur vie d'avant, ils vont s'installer sur des

territoires plus calmes et monter une autoentreprise, faire du coaching personnel ou des métiers autour du bien-être». Aurélie Delage cite notamment la Bourgogne, où l'on constate une «augmentation du nombre de très petites entreprises depuis le confinement».

Côté ruralité, «on est prudents, on ne peut pas dire que la crise sanitaire est la solution à la désertification», précise à Libé Dominique Dhumeaux, vice-président de l'Association des maires ruraux de France et maire de Percé-sur-Sarthe. Son village bénéficie de sa localisation, à une vingtaine de kilomètres du Mans et à une heure en TGV de Paris. «Comme tout bon maire qui se respecte, je jette un petit coup d'œil sur le Bon Coin tous les trois mois pour voir ce qu'il y a à vendre dans le village. La dernière fois que j'ai regardé, j'ai eu la surprise de voir qu'il n'y avait plus rien», témoigne l'édile sarthois.

Si ces mouvements de population ont permis de rouvrir des classes ou des commerces dans des communes dont le déclin démographique semblait inexorable après des décennies de désindustrialisation, ils créent aussi de nouvelles inégalités territoriales. Suite page 4

«Jamais
les prix
de l'immobilier
n'ont été
aussi élevés
en France.»

Century 21
dans une note du 4 octobre

Suite de la page 3 «Il y a un jeu de chaises musicales qui peut s'opérer, confirme Aurélie Delage. L'arrivée de ces nouveaux ménages avec un plus fort pouvoir d'achat va entraîner une hausse des prix», au risque que «la population locale soit repoussée plus loin».

«Classe servante»

Un phénomène d'éviction confirmé par les derniers chiffres disponibles. «Jamais les prix de l'immobilier n'ont été aussi élevés en France: 2356 euros le mètre carré pour les maisons (+11% sur douze mois), 3895 euros le mètre carré pour un appartement (+7,3%): ces chiffres records pèsent sur le pouvoir d'achat des ménages et excluent du marché les acquéreurs les plus modestes», indique le réseau d'agences immobilières Century 21 dans une note publiée le 4 octobre.

L'urbaniste Pierre Veltz voit ainsi s'installer une nouvelle injustice, «entre ceux qui ont les moyens d'organiser, de modeler leur espace et leur temps» et les «assignés à résidence», cette «classe servante qui vous apporte à manger, qui fait votre ménage» mais qui va «continuer à devoir faire de grandes migrations pendulaires parce qu'elle n'a pas d'autre choix» (lire page 6). Celle qui a déjà perdu au jeu de la mondialisation heureuse, et qui va continuer de voir se creuser le fossé qui la sépare des premiers de cordée connectés. ◆



«Le confinement a précipité notre envie de nous installer définitivement dans la Nièvre»

Depuis quelques mois, le département, gravement touché par la désindustrialisation, accueille à bras ouverts de nouveaux arrivants convaincus par des mois de crise sanitaire.

«**C**haque box de l'abattoir a été rénové pour en faire un bureau.» En ce dernier jeudi de septembre, Sophie Jouët, la directrice d'IciMorvan, «manufacture rurale collaborative et solidaire», fait visiter le centre de télétravail de Lormes, commune de 1200 habitants du nord-est de la Nièvre nichée au sein du parc naturel régional du Morvan. Grâce à l'arrivée de la fibre dès 2015, les ordinateurs ont fini

par remplacer les crochets et les carcasses à l'intérieur des quatre bâtiments beiges surmontés de tuiles.

Dans cet ensemble bordé par la forêt, Sophie Jouët nous raconte une manière différente de travailler, ses projets personnels aussi. Eric, lui, fume sa clope sur le parking. «C'était génial le confinement par ici», se souvient ce représentant commercial en papeterie. Les quelques salariés de sa boîte sont tous en télétravail depuis l'arrivée du Covid-19, et le siège à Saint-Maur (Val-de-Marne) n'est plus. «Mes collègues n'avaient qu'une seule envie: travailler de chez eux. Donc on a rendu les clés du bureau.» Les autres sont restés en Ile-de-France, lui est parti en Bourgogne.

Faute de chiffres consolidés sur les départs de Paris et des grandes métropoles vers les

villes moyennes ou le monde rural depuis le début de la crise sanitaire, il reste difficile, à l'automne 2021, de quantifier précisément ce phénomène. Reste que les témoignages s'accumulent et que la presse locale multiplie les articles sur le sujet. Des collectivités territoriales dépensent des dizaines, voire des centaines de milliers d'euros dans des campagnes d'affichage en quatre par trois dans le métro, comme le Cotentin qui invite les Franciliens à participer à «la réintroduction des salariés en milieu naturel».

A Corbigny, dans le nord de la Nièvre, on est exactement dans le cadre vanté par les publicités: joli centre-ville aux portes du Morvan avec une petite rivière coule au rythme de la vie locale, tranquillement. Nicolas Hulot –agent immobilier nivernais, pas l'homologue

politique, dont néanmoins il est le cousin – nous accueille dans son bureau. Une photo de lui et de l'ex-ministre de la Transition écologique trône sur une étagère et confirme leur ressemblance. Nicolas Hulot nous parle de sa «monstrueuse» année 2021 en termes de vente, des 250 biens disponibles en juin 2020 passés à 75 un an plus tard. «Tout s'est vendu, les budgets des acheteurs ont considérablement augmenté», affirme-t-il. Deux maisons à 150 000 euros, des biens qui pouvaient mettre deux ou trois ans à être écoulés, sont parties coup sur coup, fin août. Cela relevait de l'exploit auparavant.»

PASSER DU TEMPORAIRE AU PÉRENNE ?

Ses propres statistiques sont claires: là où il y a une ou deux décennies les Hollandais constituaient le gros du contingent des néo-Nivernais, ce sont désormais les Franciliens qui débarquent en force. Ceux-ci permettent de sortir le marché immobilier du département de la morosité dans laquelle il avait sombré depuis la crise financière de 2011. «Je ne sais pas où nous en serions s'il n'y avait pas eu le Covid», s'interroge Nicolas Hulot. La pandémie a également changé les désirs des clients. «Avant, mes ventes représentaient 70% de résidences secondaires. Désormais,



Les plateformes appuient sur la détente

Aide au choix d'une destination pour se mettre au vert, locations de vacances compatibles télétravail... Des entreprises ont créé des offres adaptées aux travailleurs à distance.

Lorsque la bise fut venue, eux n'ont pas été dépourvus. Alors que la crise du Covid a été fatale à de nombreux commerces, certains entrepreneurs ont vu dans la période une source d'inspiration. L'émergence d'une nouvelle cible commerciale suscite les convoitises des businessmen en quête du bon filon : les télétravailleurs. L'entrepreneur Dominique Valentin les a observés fuir les grandes villes pendant la pandémie. Il a donc eu l'idée de créer un outil pour accompagner ce phénomène ? « La crise du Covid a souligné à quel point les villes sont des territoires subis plus que choisis. A partir du moment où les bars et boîtes de nuit sont fermés, la campagne est plébiscitée, pour son calme, son jardin, sa moindre pollution... » argumente-t-il auprès de Libération. Et ainsi naquit le site internet Vivrovert.

« A côté de la piscine ». Première étape sur cette plateforme : vous indiquez vos critères : proximité voulue avec la montagne, le calme ou les températures pas trop élevées. Deuxième étape : une carte de France apparaît et, par un code couleur, indique les territoires qui vous correspondent le mieux ainsi que les logements disponibles sur place. Entièrement gratuite pour l'utilisateur, la start-up se rémunère, pour l'instant, grâce aux agences immobilières et via des partenariats avec des collectivités territoriales. De quoi suggérer aux télétravailleurs des lieux de vie « auxquels ils n'avaient pas forcément pensé » mais, aussi, avance Dominique Valentin, contribuer à une meilleure répartition spatiale de la population. En tout, le site, lancé en août 2020, compte désormais 10 000 inscrits.

Sans aller jusqu'au déménagement, des poids lourds des agences de voyages et sites de location, comme Airbnb ou Accor, ont mis en place des offres dédiées aux télétravailleurs. Pas besoin d'attendre qu'ils soient en congé pour leur faire voir du pays. Chez Pierre et Vacances, site de location aux plus de 7 millions d'euros de chiffre d'affaires, on vante 87 résidences « compatibles pour le télétravail ». « Ça veut dire qu'elles ont un endroit au calme dans lequel les travailleurs peuvent s'isoler et une connexion internet », détaille le directeur général de l'entreprise, Grégory Sion. On leur fournit des clés 4G, ça nous a permis de nous rendre compte que

beaucoup travaillaient à côté de la piscine. » Même démarche du côté de Gîtes de France : « On a près de 3000 offres sur tout le territoire pouvant accueillir des personnes qui souhaitent télétravailler », avance sa directrice générale, Solange Escure. Parmi les destinations favorites de ces nouveaux clients, on retrouve la Normandie et la Bretagne.

Mais pour aller encore plus loin, de nouvelles plateformes proposent carrément aux télétravailleurs de partir à l'étranger. Boucler des dossiers le matin et suivre des cours de pêche l'après-midi sur une plage vietnamienne ? Entamer sa journée de réunions juste après un cours de yoga à Bali ? C'est possible, selon le site « MyTeletavel », lancé par l'agence Best of Tours.

En bon entrepreneur, le cogérant de Best of Tours Yacine Bakouche a le sens de la punchline : « La crise du Covid a eu un effet crise cardiaque. » Lui-même « digital nomad » depuis des années, cet entrepreneur a vu le « teletavel » passer de phénomène de niche à marché potentiel. Aujourd'hui, « les mentalités ont changé », observe-t-il.

Même discours chez Damien Corchia, cofondateur du site Remoters qui met en relation ses clients avec des conseillers déjà installés dans des destinations étrangères : « Avant, c'était plutôt des célibataires âgés de 25 à 35 ans et employés dans la "tech" qui étaient concernés. Maintenant on voit des familles, des personnes plus âgées se renseigner. »

Retour obligatoire. Pas question toutefois pour les deux hommes d'affaires de reproduire les travers du tourisme de masse et du fast tourism, modèles commerciaux privilégiant les séjours courts et multipliant donc les trajets polluants... « Chez nous, plus les gens vont loin, plus le séjour doit durer longtemps », affirme Yacine Bakouche. Ainsi, un voyage à Bali doit s'étendre minimum sur quatre semaines. « En restant plus longtemps, on se connecte plus aux locaux, on apprend plus sur la culture locale », argumente le cogérant de Best of Tours.

Pour autant, entre le ralentissement de l'épidémie et le retour obligatoire au présentiel – au moins quelques jours par semaine – pour une grande partie des salariés, l'activité de ces nouveaux business peut-elle réellement être pérenne ? Chez Gîtes de France, on émet quelques réserves, mais du côté des autres agences, on s'enthousiasme : le télétravail longue distance est « une tendance lourde », pour Yacine Bakouche, et « certaines entreprises mettent déjà en place deux à trois jours de télétravail par semaine », rappelle Damien Corchia. Grégory Sion abonde : « Par souci de faire des économies, la surface des bureaux diminue donc le télétravail va rester. »

ELISE VINIACOURT

c'est plus du 50-50. » Pour tenter de se faire une idée du profil de ses nouveaux administrés, la Nièvre a noué un partenariat depuis plusieurs années avec Orange et obtenu quelques données qui permettent d'y voir un peu plus clair : 6 000 à 9 000 résidences secondaires auraient été utilisées pendant le premier confinement de manière permanente. Les clients de Nicolas Hulot sont-ils parmi ces milliers de proprios passés du temporaire au pérenne ?

Bruno et Estelle boivent un coup à la terrasse d'un bar du centre de Lormes. « Le premier confinement, on l'a passé ici », raconte l'imprimeur de 58 ans, un énorme chien maron entre les jambes. Cela a précipité notre envie de nous installer définitivement dans la Nièvre. » Tous ses clients sont à Paris, il s'était fixé de revenir un jour par semaine dans la capitale. Il n'y est pas retourné depuis quatre mois. Avec la vente de son appartement à Clichy, dans les Hauts-de-Seine, le couple a acheté une maison à Lormes, ainsi qu'un autre bien, transformé en atelier photo par Estelle. Ils ont même été rejoints par la fille de cette dernière, qui avait le choix entre rester avec son père à

Paris ou venir au collège ici. Elle « ne le regrette pas », assure sa mère. « Il y a beaucoup de choses à faire en termes de culture », explique Estelle. Le seul problème, c'est qu'il faut la voiture pour faire beaucoup de choses et je n'ai toujours pas le permis. »

« UN EXEMPLE DE RURALITÉ MODERNE »

A l'auberge Chez Perreau, en lisière de la ville, le président (PS) fraîchement élu du département, Fabien Bazin, joue à domicile. Il a été maire de Lormes pendant vingt ans. Avec des pouvoirs désormais élargis, il poursuit ses réflexions sur le « bouclier rural » qu'il élabore depuis des années, et assure que la Nièvre « est un exemple de ruralité moderne » à même d'accueillir des populations de citadins qui en ont marre du bruit et de la pollution.

Tous ceux qui ont emménagé ici, pour télétravailler ou non, parlent aussi de la notion de temps. De leurs cinq jours entre bureaux et RER, devenus deux jours maximum dans le stress parisien et des journées de travail à distance qui se ter-

Suite page 6



La friperie et cave à vins Odessa l'Ecole, à Lormes (Nièvre), mardi. PHOTOS CLAIRE JACHYMIK, HANS LUCAS

Suite de la page 5 minent dans le jardin ou avec les gosses. Certes, les solidarités entre collègues disparaissent en grande partie, mais elles sont remplacées à leurs yeux par celles de la petite ville, ces voisins que l'on connaît, cette entraide considérée comme plus facile ici que dans les métropoles anonymes.

CONSERVER UN PEU LA TRADITION OUVRIÈRE

«Avec ce nouveau rapport au temps, on voit l'essentiel des choses», abonde Guillaume, vidéaste de 56 ans chez Orange qui a emménagé à Lormes juste avant le Covid avec son mari, Emmanuel. Ils rentrent en voiture à Montreuil, en Seine-Saint-Denis, deux jours par semaine. Emmanuel, compositeur de musique classique, donne des cours de piano sur WhatsApp. Une manière d'enseigner «vraiment formidable», assurent-ils. La greffe a pris. Cette vie idyllique, sur le papier, contrebalance le monde de l'industrie qui souffre ici aussi. Entre 2008 et 2018, le département a

«Le premier confinement, on l'a passé ici. Cela a précipité notre envie de nous installer définitivement dans la Nièvre.»

Bruno néo-Nivernais

perdu près de 6000 ouvriers (pour 15000 habitants en moins toutes catégories confondues) quand le nombre de cadres est resté stable. «Depuis vingt ans, la Nièvre a été très gravement touchée par la désindustrialisation, soupire Cédric Gaillard, animateur industrie à l'union départementale CGT. Ces chiffres correspondent à une contraction des masses salariales, à cause de la hausse de la technicité au détriment du volume de production, et à des fermetures d'entreprises.»

Facom (outillage) et Selni (moteurs de lavelling) ont fermé leurs sites nivernais en 2006 et 2018, Epéda (sommiers) et Euro Auto Hose (durites) aussi en 1999 et 2007... U-Shin, qui fabrique des verrous de portière à Nevers, a subi un plan social en début d'année qui pourrait lui faire perdre 170 emplois. Cédric Gaillard est tréfileur-recuseur depuis 1994 pour l'entreprise spécialisée dans l'acier Ugitech à Imphy. Forte d'un millier de salariés dans l'industrie, c'est l'une des trois villes, avec Nevers et Decize, qui permettent à la Nièvre de conserver encore un peu cette tradition ouvrière. «Il faut évidemment se battre pour maintenir les emplois qui existent mais aussi réfléchir à créer des projets industriels plus petits, qui sont l'industrie de demain», anticipe le président du département, Fabien Babin.

Lormes est peut-être trop loin des bords de Loire pour avoir vu des industries s'y installer en nombre. Tout juste une usine électrique, posée à la fin du XIX^e siècle dans les sublimes gorges de Narvau. En sommeil depuis plusieurs décennies et la mise hors d'état de son

barrage, le lieu doit accueillir dans les prochaines années un «tiers lieu», concept en vogue à Paris ou Marseille. Dans cet espace se croiseront travailleurs et artistes, nombreux dans le coin.

Les usages et manières d'appréhender le travail mutent par couches, le capitalisme comme le Covid ayant fait sauter les digues. De l'autre côté de Lormes, on s'installe dans la cour d'«Odessa l'Ecole», ancienne materielle devenue friperie et cave à vin depuis le printemps, où on mange désormais sous le préau.

Moritz, l'un des fondateurs du lieu, a habité Paris pendant dix ans, a travaillé dans le management. Lui aussi en a eu marre. Il vit désormais entre Nancy, sa femme travaille à l'opéra et il peaufine là-bas son projet de jeans éthiques, et la Nièvre, pour bosser au restaurant. Comme une pirouette symbolique, il a une présence physique pour son travail à la campagne et télétravail dans la métropole...

DAMIEN DOLE

Envoyé spécial dans la Nièvre

«Les grandes villes ne vont pas disparaître»

L'urbaniste Pierre Veltz voit s'affirmer de nouvelles disparités entre les travailleurs qui ont les moyens de quitter les villes et la «classe servante».

Echapper aux horaires de bureau, aux boss oppressants, aux transports bondés ou encore à la pollution des villes... Nombre des salariés voient le développement du travail à distance comme une aubaine. Pour autant, tout le monde ne peut pas profiter de ce progrès technologique. Et des caissières aux livreurs, en passant par les éboueurs, ces personnes pour qui le télétravail est inaccessible sont souvent déjà les perdantes de la mondialisation heureuse. Lauréat du grand prix de l'urbanisme en 2017, l'économiste et urbaniste Pierre Veltz voit à travers cette organisation du travail une nouvelle ségrégation qui se met en place.

Y a-t-il eu un exode urbain post-confinement ?

Il est impossible de répondre cette question, car on a très peu de données. Les enquêtes disent que les gens souhaitent assez massivement quitter les grandes villes mais entre le déclaratif et la réalité, il y a un monde. Mon pronostic, c'est qu'il n'y aura pas d'exode urbain massif. On va voir le développement de la multirésidence pour ceux qui en ont les moyens, et sans doute un regain d'intérêt pour les villes moyennes bien desservies, mais les grandes villes ne vont pas disparaître. Le développement des métropoles n'est pas le résultat des politiques

publiques, mais du choix des gens et des entreprises. Il résulte surtout du fonctionnement du marché du travail et notamment du fait que, maintenant, dans la plupart des ménages, il faut trouver deux jobs et pas un seul. Le développement de l'emploi féminin fait que c'est plus difficile de trouver deux emplois à Limoges qu'en Ile-de-France. L'autre phénomène, ce sont les familles recomposées : si on veut partager la garde d'enfant, il vaut mieux être regroupé.

Vous avez alerté sur le risque de voir surgir de nouvelles inégalités, en plus de celles en matière de revenus, de patrimoine ou de santé. Lesquelles ?

Entre ceux qui ont les moyens d'organiser, de modeler leur espace et leur temps, et ceux qui subissent. C'est vrai dans le monde de l'entreprise : entre les cols blancs qui peuvent télétravailler et les cols bleus, il y a un sentiment d'injustice qui est en train de se créer. On a la même chose au niveau urbain. C'est un phénomène qu'on a déjà vu pendant le Covid : vivre le confinement dans un petit appartement en Seine-Saint-Denis et dans une grande maison individuelle à la campagne, ce n'est pas la même chose. Il y a des gens qui sont assignés à résidence et qui vont continuer à devoir faire de grandes migrations pendulaires parce qu'ils n'ont pas d'autre choix. On entend qu'il faudrait rapprocher lieux de travail et lieux d'habitat, bien sûr, mais il y a la mécanique implacable



INTERVIEW

Certains ont choisi d'habiter en grande périphérie, mais pour la plupart des gens, c'est parce que les loyers en centre-ville deviennent inaccessibles, et pas seulement à Paris. Cela s'étend à Bordeaux, où les prix ont augmenté avec l'arrivée du TGV, et aux villes moyennes. La commune qui a connu la plus forte croissance en 2021, c'est Metz, une très belle ville qui est située à seulement



A Pontoise (Val-d'Oise), en septembre. PHOTO ZIED BEN ROMDHANE. MAGNUM

des prix fonciers et immobiliers. Beaucoup d'infirmités qui travaillent dans les hôpitaux parisiens n'ont pas les moyens d'habiter à Paris. Il y a quelques années, j'ai réalisé une étude sur le plateau de Saclay, au sud de Paris : les cadres habitaient le long des lignes de RER et les non-cadres venaient en bagnole car ils n'avaient pas les moyens de se payer un logement proche du RER. C'est ça la réalité de la ségrégation francilienne !

Le choix du lieu d'habitation n'est donc pas vraiment un...

Certains ont choisi d'habiter en grande périphérie, mais pour la plupart des gens, c'est parce que les loyers en centre-ville deviennent inaccessibles, et pas seulement à Paris. Cela s'étend à Bordeaux, où les prix ont augmenté avec l'arrivée du TGV, et aux villes moyennes. La commune qui a connu la plus forte croissance en 2021, c'est Metz, une très belle ville qui est située à seulement

une heure et vingt minutes de Paris par le TGV. Si ce mouvement continue, on va avoir le même phénomène d'éviction. Par exemple, les gilets jaunes à Bordeaux, c'est ça, entre autres : une révolte contre le fait que le centre-ville devient inaccessible. On va vivre une inégalité entre ceux qui ont les moyens de s'organiser et la classe servante qui vous apporte à manger, qui fait le ménage, mais qui n'a pas accès au cœur de ville. Cela rappelle le XIX^e siècle, sauf que la ségrégation était verticale : les domestiques étaient logés dans les chambres de bonne, sur place.

La solution est-elle de relancer la construction pour faire baisser les prix ?

Dans beaucoup d'endroits, il faut relancer la construction car c'est le déséquilibre entre l'offre et la demande qui explique largement l'augmentation des prix. Mais pas partout. Cela concerne surtout les grands marchés tendus comme l'Ile-de-France, où beaucoup de maires ne veulent pas libérer le foncier pour construire, car c'est prendre des risques. Vous connais-

sez le dicton : «Maire bâtisseur, maire battu.» Ce malthusianisme est accentué par le fait que les maires sont complètement maîtres du Plan local d'urbanisme. Mais ce phénomène est également vrai en Allemagne ou dans les grandes villes côtières des Etats-Unis. L'augmentation des prix liée à la pandémie est mondiale, et elle est d'ailleurs moins forte en France. Le problème de fond, c'est l'absence quasi totale de régulation du marché foncier. On considère comme normal de laisser faire le marché, alors qu'on régule les fréquences hertziennes pour les télécoms. C'est un sujet tabou, car c'est toucher à la propriété. La lutte contre la rente foncière ainsi que la critique de l'économie de rente étaient de très grands sujets des économistes au XIX^e siècle. Aujourd'hui, ni la droite ni la gauche n'en parlent. Depuis la loi d'orientation foncière d'Edgard Pisani dans les années 60, il ne s'est rien passé. Le sujet a disparu de l'agenda politique.

Recueilli par
EVE SZEFTEL